

**Samedi 15 novembre à 14h,
place des Terreaux à Lyon,
rejoignez-nous pour défendre les droits des enfants !**



Aucune jeune personne ne devrait vivre dans la peur. Et pourtant, chaque jour en France, des enfants et des adolescentEs sont mépriséEs, maltraitéEs, agresséEs, violéEs, exploitéEs, mutiléEs, tuéEs. La société détourne le regard et l'État choisit de ne pas les protéger.

2025 a encore révélé des scandales : Affaires Le Scouarnec, Bétharram, Procès de Château-roux. Ce ne sont pas des faits isolés : ils révèlent une organisation sociale qui sacrifie les enfants, détruit leurs vies et protège les agresseurEs.

Infanticide, inceste, pédocriminalité, cyberpédocriminalité, exploitation sexuelle, mutilation sexuelle, thérapie de conversion, maltraitance, mariage forcé, violence éducative ordinaire, violences intrafamiliales et institutionnelles, discriminations multiples... les formes de violences sont innombrables en France et dans le monde.

Cette oppression a un nom : l'adultisme. Un système qui place les adultes au-dessus des enfants et des ados, nie leurs droits, leurs besoins et leurs voix, et produit des violations extrêmes de leurs droits fondamentaux, jusqu'à nier leur existence même.

À la maison, à l'école, à l'hôpital, dans le sport, les loisirs, sur Internet, dans les foyers sociaux, les institutions, les églises et tous les lieux de culte : aucun lieu n'est sûr.

Pendant ce temps-là, un 1er ministre plébiscite publiquement les violences "éducatives" interdites par la loi. Des bébés dépérissent dans nos pouponnières de l'Aide Sociale à l'Enfance. Des couvre-feux nocturnes sont imposés aux moins de 18 ans, comme si la jeunesse était un danger. Des enfants meurent malgré les signalements. De plus en plus d'enfants et d'adolescentEs vivent dans la précarité, voire à la rue ; certainEs enfermés en centre de rétention administrative. Des jeunes personnes placées en foyer sont exploitées dans des réseaux de prostitution sous le regard des institutions. Et dans certains lieux, des espaces "No Kids" excluent, sans la moindre considération, toute une partie de la population : les enfants.

Une jeune personne est violée ou agressée toutes les 3 minutes. Pourtant seules 3 % des

plaintes aboutissent à une condamnation, et à peine 1 % dans les cas d'inceste, qui demeure massif et silencieux. Cette impunité condamne les victimes à une souffrance à perpétuité et laisse les agresseurs libres de recommencer.

Les enfants et ados – en situation de handicap, raciséEs, placéEs, LGBTQIA+, trans, inter-sexes ou mineurEs isoléEs – sont en première ligne. Plus vulnérables, iels sont davantage violentéEs, discriminéEs et invisibiliséEs par les institutions et par la société. Ces jeunes personnes ne sont pas considérées comme des enfants à protéger. L'État multiplie les dispositifs pour étouffer et réprimer la jeunesse, en particulier celle des quartiers populaires, allant jusqu'à la traiter comme une population à criminaliser.

Il est urgent de se mobiliser pour garantir le respect des droits fondamentaux des enfants et des ados : accès à l'éducation, à la santé, au logement, à une alimentation saine, à la sécurité. Ces jeunes personnes doivent pouvoir réellement participer aux décisions qui les concernent, notamment en ce qui touche à leur identité, leur parcours et leurs choix personnels dans toutes leurs diversités (de genre, de religion, d'appartenance ethnique, de classe, de handicap, etc.).

Mais l'exclusion et la violence ne se limitent pas à notre quotidien. Dans le monde, des enfants meurent chaque jour sous les armes des adultes. **À Gaza, là où l'UNICEF parle d'une véritable "guerre contre les enfants", des centaines de milliers de vies innocentes sont anéanties.** Au Soudan, la famine et la malnutrition déciment toujours des enfants. Les jeunes victimes des génocides, guerres et conflits sont déplacées, exploitées, réduites en esclavage.

Partout, l'enfance est attaquée.

Mais face à cela, le réveil s'intensifie. De plus en plus de personnes citoyennes refusent ce monde et changent la relation adulte-enfant, en passant de la domination à la coopération. Elles portent l'exigence pour les jeunes personnes d'un présent et d'un avenir meilleurs, d'une société différente, d'un monde juste. Le respect de leurs droits, de leur dignité et de leur intégrité est non négociable.

Nous, collectifs, associations, syndicats, professionnelLEs, militantEs et victimes, appelons à une manifestation nationale et générale contre les violences faites aux enfants et aux ados, le samedi 15 novembre 2025 à 14h, partout en France.

Le 15 novembre, c'est ensemble que nous descendrons dans la rue, pour toutes les enfants et ados d'aujourd'hui, d'hier et de demain. Exigeons une France qui considère et écoute sa jeunesse et qui mette en œuvre de véritables politiques publiques pour l'enfance.

Voir les signataires de l'appel national : <https://manifenfantiste.fr/appel-a-mobilisation/>